



PROTECTION DES ANIMAUX

Les foires animales critiquées

Les foires animales ont encore des progrès à faire, affirme la Protection suisse des animaux (PSA). L'organisation a publié mercredi un rapport critique.

Des zoologistes, des agronomes et des vétérinaires ont visité treize grandes expositions nationales et régionales d'animaux, sur mandat de la PSA. Le résultat: si certains organisateurs ont pris au sérieux les critiques formulées lors des dernières visites, beaucoup ne respectaient pas le bien-être et les besoins des espèces présentées.

A la BEA de Berne ou à l'OLMA de St-Gall par exemple, les vaches étaient attachées pendant tous les jours d'exposition. Cette pratique est pourtant obsolète et contraire à la protection animale, critique la PSA.

Lors des bourses aux reptiles, comme celles de Ville-neuve (VD) et de Delémont (JU), ce sont les cages qui posent problème. Elles sont souvent minuscules et pas adaptées aux animaux, a constaté l'association.

Aux Expositions canines internationales de Fribourg, les spécialistes ont constaté des manipulations abusives et l'usage d'artifices interdits comme des sprays de toilette.

Seule foire à trouver grâce aux yeux de la PSA en Suisse romande, le Comptoir suisse de Lausanne. Les animaux y disposaient de suffisamment de place et semblaient calmes et en bonne santé. ATS

Uniterre pourra défendre son texte sur la souveraineté alimentaire

AGRICULTURE • Le syndicat paysan a déposé son initiative à la Chancellerie. L'Union suisse des paysans et les Verts avaient déjà déposé chacun un texte relatif à l'alimentation.

Les Suisses pourraient devoir se prononcer trois fois sur le contenu de leur assiette. Le syndicat Uniterre a déposé mercredi à la Chancellerie fédérale son initiative populaire pour la souveraineté alimentaire, revêtue de plus de 109 000 signatures.

«C'est aussi pour notre avenir», brandissaient une ribambelle d'enfants sur une banderole devant la montagne de cartons de signatures issues de tous les cantons. L'initiative exige que l'approvisionnement en aliments suisses soit prépondérant et veut interdire définitivement les OGM.

Il s'agit à la fois de mettre fin au gaspillage de l'alimentation saine et au mépris de la paysannerie, a expliqué l'ancien conseiller d'Etat et conseiller national écologiste Fernand Cuhe. Selon lui, les citoyens expriment des inquiétudes légitimes, il faut comme pour l'énergie, engager une transition de la politique agricole et la qualité de l'alimentation.

Prix équitables

Le problème est complexe et le marché «libre est obsolète», a estimé la vice-présidente d'Uniterre Ulricke Mincner. Il faut des solutions applicables à toute la planète et solidaires. Pour les initiants, la préservation de l'agriculture paysanne, qui a un lien avec le sol et est

adaptée aux spécificités locales, permettrait de surmonter toutes les crises.

La Confédération devrait prendre des mesures pour favoriser l'augmentation du nombre d'actifs dans l'agriculture et préserver les surfaces cultivables. Elle devrait aussi intervenir sur le marché pour favoriser des

prix équitables et renforcer les échanges commerciaux directs entre paysans et consommateurs ainsi que les structures de commercialisation régionales.

Parmi les autres revendications d'Uniterre figurent une harmonisation fédérale des conditions de travail des salariés agricoles, des barrières douanières pour les produits étrangers, voire une interdiction de l'importation de ceux non conformes aux normes sociales et environnementales suisses. Les subventions à l'exportation seraient supprimées.

Les OGM sont de leur côté tout à fait inutiles. Ils ont été mis sur le marché pour aider les agriculteurs à s'insérer dans un modèle de production ultra intensif, a dénoncé Luigi d'Andrea, secrétaire exécutif de l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie géné-

tique. Ils n'ont apporté aucune solution aux problèmes réels des agriculteurs, il vaut mieux miser sur l'agroécologie.

Trois initiatives

Uniterre n'est pas le seul acteur à vouloir thématiser la question de l'alimentation. L'Union suisse des paysans (USP) a déjà déposé son initiative «pour la sécurité alimentaire». Elle appelle Berne à renforcer l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires issues d'une production suisse durable et diversifiée ainsi qu'à maintenir une charge administrative basse pour l'agriculture.

Les Verts ont aussi déposé leur texte «pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques». Cette initiative demande à la Confédération de

renforcer l'offre de denrées alimentaires sûres, de bonne qualité et produites dans le respect de l'environnement, des ressources et des animaux. Elle réclame aussi des conditions de travail équitables et pose des exigences sur les produits agricoles importés.

Tous ces textes répondent à une inquiétude légitime sur le contenu de nos assiettes, justifie Fernand Cuhe. Selon lui, ce n'est absolument pas un problème si le peuple doit se prononcer plusieurs fois. «C'est même une chance pour le parlement de préparer un contre-projet global fort qui fasse la synthèse des revendications.»

En attendant, le National vient de décider de soutenir l'initiative de l'USP. Le Conseil fédéral la rejette comme celle des Verts et n'a jamais envisagé de contre-projet. ATS



L'initiative exige que l'approvisionnement en aliments suisses soit prépondérant et veut interdire définitivement les OGM. KEYSTONE

EMPLOI



Administration cantonale genevoise
Le département présidentiel cherche un-e

Directeur-trice du support et des opérations de vote à 100%

Le/la titulaire aura pour tâche d'assurer la direction des services des votations et élections et du service organisation et systèmes d'information de la chancellerie d'Etat. En ce sens, il/elle aura la mission de veiller à la bonne organisation et au bon déroulement des opérations électorales (votations, élections, dépouillement centralisé). Ces activités consisteront à assurer le pilotage de processus complexes, impliquant de nombreux acteurs dans un contexte légal et réglementaire précis. Il est attendu de la personne qu'elle assure que les processus et procédures, notamment dans une approche de contrôle interne et de contrôle de gestion liée à l'activité, soient régulièrement revus et constituent un exemple en la matière. Le/la titulaire aura également la charge de piloter des projets importants et intercantonaux, comme le vote électronique ou la mise en œuvre de solutions informatiques en lien avec le soutien au Conseil d'Etat et à l'activité de la chancellerie d'Etat.

Formation:

Diplôme universitaire ou titre équivalent. Une spécialisation/formation (ex. MBA) et une expérience dans le management et la gestion de projets. Une expérience professionnelle d'un minimum de 5 ans dans le management, la conduite et la coordination d'une entité opérationnelle. Une expérience dans le secteur public est un atout.

Connaissances spécifiques:

Leadership, esprit de synthèse et d'analyse élevé, sens de l'action et de l'initiative, rigueur et précision dans l'exécution des tâches, grande résistance au stress appétence pour la gestion de risque, compétence avérée dans la conduite d'équipe et dans la gestion de projets. Maîtrise des outils informatiques et excellentes aptitudes à communiquer.

Lieu de travail: Route des Acacias 25

Entrée en fonction: 1^{er} juillet 2016

Délai d'inscription: 13 avril 2016

Adresser votre offre à:

M. Christophe Genoud
Vice-chancelier
Secrétariat général
2, rue de l'Hôtel-de-Ville
Case postale 3964
1211 Genève 3

EMPLOI

LA VILLE DE GENÈVE ENGAGÉ



LA VILLE DE GENÈVE SOUHAITE POURVOIR LES POSTES SUIVANTS:

RÉDACTEUR-MÉMORIALISTE OU RÉDACTRICE-MÉMORIALISTE à 60%
au Service du Conseil municipal (SCM)

PEINTRE EN SIGNALISATIONS ROUTIÈRES au Service du génie civil (GCI)

ADJOINT OU ADJOINTE SCIENTIFIQUE à 80%
aux Conservatoire et Jardin botaniques (CJB)

CHARGÉ-E DE CONSERVATION PRÉVENTIVE
à la Bibliothèque de Genève (BGE)

ADMINISTRATEUR OU ADMINISTRATRICE
à la direction du Département de l'environnement urbain et de la sécurité (DEUS)

Pour plus de détails concernant ces annonces: www.ville-geneve.ch

Conditions et procédure d'inscription:

Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: www.ville-geneve.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus. Tous les postes de l'administration municipale sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes, selon les objectifs de la politique de promotion de l'égalité entre femmes et hommes poursuivis par la Ville de Genève. Dans sa volonté de lutter contre le chômage, la Ville encourage les candidatures provenant de l'Office cantonal de l'emploi.